

Arrêté en conseil C.P. 405, approuvé le 3 février 1947: stipulant que l'Ordonnance relative aux liqueurs alcooliques en temps de guerre ne s'applique pas à la production d'alcool de grains ou de malt importés.

Arrêté en conseil C.P. 442, approuvé le 7 février 1947: révoquant l'arrêté en conseil établissant un conseil d'administration pour les hôtelleries destinées aux jeunes employées.

Arrêtés en conseil C.P. 53/ et 66/444, approuvés le 6 février 1947: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires civils temporaires peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 463, approuvé le 7 février 1947: révoquant l'arrêté en conseil établissant le comité consultatif du commerce extérieur.

Arrêté en conseil C.P. 467, approuvé le 7 février 1947: Loi d'assurance des anciens combattants—éligibilité des membres des forces permanentes ou intérimaires sous l'empire de cette loi.

Arrêté en conseil C.P. 468, approuvé le 7 février 1947: mettant fin à la nomination de B. W. Newsam comme administrateur des réclamations suscitées par l'explosion et les désordres à Halifax.

Arrêté en conseil C.P. 477, approuvé le 7 février 1947: modifiant les règlements de contrôle des industries en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 490, approuvé le 11 février 1947: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 6358 du 2 octobre 1945, relatif aux octrois de rétablissement.

Arrêté en conseil C.P. 561, approuvé le 18 février 1947: nommant W. E. Uren, régisseur du bois de construction.

Arrêté en conseil C.P. 55/566, approuvé le 14 février 1947: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires temporaires peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 582, approuvé le 18 février 1947: nominations au Conseil des relations ouvrières en temps de guerre pour le Nouveau-Brunswick.

Arrêté en conseil C.P. 110/645, approuvé le 20 février 1947: autorisant la *World-Wide Aviation Agencies and Sales Inc.* à importer des aéronefs usagés.

Arrêté en conseil C.P. 656, approuvé le 20 février 1947: fixant le montant des réclamations à verser aux broyeurs et aux fabricants à l'égard des stocks invendus de graines de lin.

Arrêté en conseil C.P. 712, approuvé le 25 février 1947: prohibition de l'exportation des chairs de peaux, sauf sous l'octroi de permis.

Arrêté en conseil C.P. 721, approuvé le 27 février 1947: autorisation d'émettre des permis à trois navires pour la chasse aux phoques.

Arrêté en conseil C.P. 19/741, approuvé le 28 février 1947: prolongeant le délai durant lequel certains fonctionnaires temporaires peuvent décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil.

**56d.** Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, 1945, telle que modifiée par le chapitre 60, 10 George VI, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1112, approuvé le 25 mars 1947: maintenant en vigueur jusqu'au 15 mai 1947, la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales.

**56e.** Etat montrant—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires et pétitions adressées au gouvernement par la Ligue des libertés civiles: a) protestant contre les poursuites intentées au lieutenant-colonel George Alexander Drew et à M. René Chalout pour des prétendues infractions aux Règlements